

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROLAND (ISDI)

1563 avenue d'Antibes
45200 Amilly

Références : n°360/2024
Code AIOT : 0010013945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement ROLAND (ISDI) implanté La Montagne du Puez 45360 Châtillon-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROLAND (ISDI)
- La Montagne du Puez 45360 Châtillon-sur-Loire
- Code AIOT : 0010013945
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une ancienne carrière de sables rouges, exploitée par la société Roland qui a obtenu l'autorisation de poursuivre l'exploitation du site en tant qu'installation de stockage de déchets inertes à la fermeture de la carrière en 2019. Cette activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Qualité des déchets réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1.	Demande d'action corrective	2 mois
4	Registre des entrées (RNDTS)	Code de l'environnement du 19/09/2024, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 19/09/2024, article R512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume maximal de déchets inertes admis	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1.	Sans objet
3	Procédure d'acceptation préalable.	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
5	Maintien des fronts de taille pour la nidification des hirondelles	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.3	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.5.3.3.	Sans objet
7	Limitation des accès	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume maximal de déchets inertes admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Volume maximal de déchets inertes admis
Prescription contrôlée : Le volume maximal de déchets inertes admis est de 14 000 m ³ (25 000 T) par an.
Constats : Les déchets réceptionnés sont tous issus des chantiers "Eiffage" et sont limités à des terres et cailloux. Depuis le mois d'avril 2021, le site n'a pas réceptionné de déchets inertes par manque de disponibilité de matières. Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualité des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.2.1.	
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des déchets réceptionnés	
Prescription contrôlée : [...] Seuls seront admis en remblai sur le site, les matériaux inertes figurant ci-après :	
Code déchet	Type de déchet
17 05 04	Les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe, des terres et cailloux provenant de sites contaminés.
20 02 02	Les terres et pierres issues des jardins et parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'environ 30 m ³ de blocs de béton armé entreposés sur le site.	

Ces déchets ne sont pas autorisés sur le site et doivent être évacués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait procéder, dans les plus brefs délais, à l'évacuation des blocs de béton armé présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable.
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté sa procédure d'acceptation préalable à la réception des déchets inertes sur le site de Chatillon-sur-Loire. Cette procédure impose au producteur de fournir la localisation exacte du chantier d'où proviennent les terres. Elle engage le producteur à transmettre tous les éléments permettant de prouver que les terres ne sont pas contaminées. Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre des entrées (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2024, article R. 541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, renseignement du RNDTS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La société EIFFAGE GC INFRA LINEAIRES transmet bien via l'application trackdéchets les données relatives à son registre des entrées et sorties des déchets dangereux qu'elle produit depuis 2023. Toutefois ,aucune donnée ne concerne des terres et sédiments.</p> <p>L'exploitant ne déclare pas les mouvements de terres des chantiers Eiffage sur le RNDTS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Maintien des fronts de taille pour la nidification des hirondelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Maintien des fronts de taille pour la nidification des hirondelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 7 décembre 2018 susvisée.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de plusieurs fronts de taille qui sont toujours colonisés par des hirondelles de rivages.

Pas d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 1.5.3.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90 008
Conductivité	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90 101 ou ISO 15 705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Demande biologique en Oxygène (DBO)	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + XP T 90 124 ou NF M 07-203
As, Cr, Ni, Pb, Hg, Cu, Cr tot	Semestrielle	

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle

comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation, et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement sur un paramètre, l'exploitant analyse le dépassement et en avertit l'inspection des installations classées.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des contrôles 2023 et 2024 rédigés par la société Science Environnement, relatif à la campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la carrière de Châtillon-sur-Loire.

L'inspection constate que la surveillance de la qualité des eaux souterraines est bien réalisée semestriellement et que l'ensemble des paramètres visés dans l'arrêté d'enregistrement sont analysés.

Les analyses ont été réalisées par le laboratoire CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON qui dispose de l'accréditation COFRAC 1-1531.

En parallèle, l'exploitant réalise chaque mois un relevé de la profondeur de l'eau sur les trois piézomètres. Les résultats sont enregistrés depuis 2010 sur un même tableau.

Pas d'écart sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que le site n'est plus autorisé pour l'extraction des sables comme cela est indiqué dans le rapport de la société Science Environnement, mais bien comme ISDI depuis le 19 juillet 2019.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Etant des clôtures et portail

Prescription contrôlée :

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a vérifié que la clôture est bien présente sur l'ensemble du périmètre. L'entrée est close par un portail.

<p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p> <p>Toutefois compte tenu de la hauteur de certains fronts et notamment à l'Est, des panneaux rappelant le danger de chute de grande hauteur pourraient être installés sur la clôture.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Changement d'exploitant

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2024, article R512-68</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est actuellement connu de l'administration pour être exploité par la société SAS Roland (n° siret 836 350 033 00020) dont le siège social est situé à Amilly.</p> <p>Les personnes rencontrées ou contactées pour l'inspection travaillent pour la société EIFFAGE GC Infra Linéaire.</p> <p>Une déclaration de changement d'exploitant n'a pas été réalisée pour ce site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>